

quel effet cette union peut avoir sur notre position dans le monde politique. (Ecoutez!) L'hon. membre pour Chateauguay demande "pourquoi nos fonds ont baissé depuis;" je vais le lui dire: ils sont restés à 91 ou 92 jusqu'à la nouvelle qu'une excursion était partie du Canada pour ravager les États-Unis, que les maraudeurs avaient été arrêtés, amenés devant un tribunal canadien, et que sur des objections purement techniques, non-seulement ils avaient été libérés, mais que l'argent volé aux banques des États-Unis avait été remis aux voleurs. L'effet de cette nouvelle, conjointement avec l'ordre du général DIX, fut de faire baisser nos fonds de 11 pour cent dans un seul jour. (Ecoutez!) Mais, comme me le suggère mon hon. ami le ministre des finances, c'est une nouvelle preuve en faveur de l'argument que je soutiens, car cette excursion n'aurait pas eu lieu si toutes les provinces avaient été unies, comme elles se proposent de le devenir, non-seulement pour des fins commerciales, mais pour leur commune défense. (Ecoutez!) M. L'ORATEUR, un second motif pour lequel je suis fortement en faveur de l'union est qu'elle fera disparaître les barrières commerciales qui nous séparent et nous ouvrira un marché où se rencontreront librement quatre millions d'hommes. (Ecoutez!) N'est-ce pas au libre échange d'un état à un autre que les États-Unis doivent le merveilleux progrès matériel qui les distingue? N'est-ce pas la vaste étendue de leur marché national qui a fait progresser si rapidement toutes les branches d'industrie en créant une demande illimitée pour tous les produits de consommation journalière et stimulant ainsi l'activité et l'énergie des producteurs? Je vous avoue, M. L'ORATEUR, que cette seule idée d'ajouter près d'un million de consommateurs à notre population actuelle fait disparaître pour moi toutes les objections de détail qu'on a soulevées contre le projet d'union. En face des avantages qui vont en résulter pour nos agriculteurs et nos fabricants, que deviennent les spécieuses considérations financières que les hon. membres de la gauche sont allés chercher dans leur imagination? Toutes les nations du monde ne demandent qu'à étendre leurs domaines, elles dépensent des sommes considérables et soutiennent parfois des guerres prolongées pour acquérir de nouveaux territoires encore inexplorés et inhabités. (Ecoutez!) Certains pays emploient tous les moyens pour diriger l'émigration

vers leurs côtes: passages gratuits, concessions gratuites de terrains, provisions, outils, tout est fourni à l'émigrant. Nous-mêmes avons des agences importantes d'immigration, et nous sommes satisfaits quand nos dépenses annuelles considérables ont amené parmi nous quinze ou vingt mille colons. Or, M. L'ORATEUR, il s'agit d'une proposition qui, en un jour, ajoutera à notre population un million d'âmes et à notre domaine de riches territoires en nous donnant de plus tous les avantages d'un commerce étendu et prospère dès à présent. Et, parce que certains d'entre nous voudraient voir de légers détails réglés différemment, nous hésiterions à accepter cette alliance! (Ecoutez!) Les hon. membres ont-ils oublié que les États-Unis payèrent vingt millions en or pour voir la Louisiane incorporée à la république? Et qu'était la Louisiane pour les américains comparativement à l'importance des provinces maritimes pour le Canada? Une question: si les États-Unis nous offraient aujourd'hui l'État du Maine, quelle somme ne donnerions-nous pas pour réaliser cette précieuse addition à notre territoire? (Ecoutez!) Je pourrais faire la même question au sujet du Michigan, de l'Iowa et du Minnesota; ces États, il est vrai, forment partie d'un pays étranger, mais voici qu'un peuple sujet du même souverain que nous, aimant la même patrie, ayant les mêmes lois et les mêmes institutions, les mêmes mœurs, les mêmes sentiments, veut s'unir avec nous pour les fins commerciales, pour la défense de notre commune patrie, et pour aider au développement de nos vastes ressources, et nous hésitons à accepter cette offre! Aujourd'hui, qu'un canadien aille à la Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick, il se trouve en pays étranger et la même chose est vraie pour les habitants de ces deux provinces qui voyagent en Canada. La douane vous arrête aux frontières, vous retarde et vous fait payer les droits, or, en quoi consiste le projet actuel? On nous propose de renverser toutes ces barrières, on veut que le citoyen d'une des provinces soit citoyen de toutes les autres; on veut que nos agriculteurs, nos fabricants, nos artisans, puissent placer librement leurs produits dans chaque ville et villages des provinces maritimes, et que les habitants de ces provinces apportent librement à notre population de trois millions, leur poisson, leur charbon et les produits des Indes Occidentales; on propose que les cours de justice, les écoles, les carrières libérales